

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 19/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS SEINE NORD

Carrière de Sandrancourt - Route de Guernes
78520 Saint-Martin-la-Garenne

Code AIOT : 0006507103

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS SEINE NORD implanté le bois de la plaine de st martin 78567009 78520 Saint-Martin-la-Garenne. L'inspection a été annoncée le 03/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objectif de réaliser un point de situation quant à l'avancement de la remise en état de la carrière du Bois de la Plaine et concernant la réalisation des mesures de suivi et de compensation écologique. Deux services de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports étaient présents:

- le Service Nature et Paysages, en charge notamment du suivi de la mise en place des mesures relatives à la préservation de la biodiversité;
- l'unité départementale des Yvelines, en charge du suivi des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

En matière de risques environnementaux, et en lien avec l'avancement de la remise en état du site, le sujet de la reprise du remblaiement de la carrière, et donc de l'acceptation de déblais et de déchets d'origine extérieure à la carrière a été abordé. Ce rapport fait état des constats de

l'Inspection des installations classées dans ce contexte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS SEINE NORD
- le bois de la plaine de st martin 78567009 78520 Saint-Martin-la-Garenne
- Code AIOT : 0006507103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Lafarge Granulats exploite plusieurs carrières de sables et graviers sur la commune de Saint Martin La Garenne (78), et plus largement dans la Boucle de Guernes. Ces carrières sont autorisées au titre de la rubrique ICPE 2510-1.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Décaissement de l'encaissant	Arrêté préfectoral du 03/08/2021 portant prescription de mesures complémentaires à l'encontre de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS aux lieux-dits « Bois de la Plaine », « Bois des Gravelots », « Les Fonciers, Derrière la Chapelle », « Les Bretelles » à Sandrancourt – Saint-Martin-la-Garenne (78 520), article 4.2	Sans objet
2	Réception de déchets externes à la carrière	Arrêté préfectoral du 07/04/2021 portant prescription de mesures de mise en sécurité et de mesures d'urgence à l'encontre de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS aux lieux-dits « Bois de la Plaine », « Bois des Gravelots », « Les Fonciers, Derrière la Chapelle », « Les Bretelles » à Sandrancourt – Saint-Martin-la-Garenne (78 520), article 2 et 6	Sans objet
3	Remise du rapport final	AP Complémentaire du 03/08/2021, article 6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite que l'exploitant a pris du retard sur la mise en œuvre des mesures de remise en état, de suivi et de compensation écologique prescrites par arrêtés préfectoraux, en raison notamment de l'arrêt de la réception de déblais et de déchets d'origine extérieure à la carrière, suite au constat du caractère non inerte et de la dégradation chimique des déblais précédemment accueillis sur site. L'Inspection des installations classées constate des anomalies récentes au niveau des eaux souterraines en aval hydraulique des zones qui avaient été remblayées par des déblais pyritifères.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Décaissement de l'encaissant

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 03/08/2021 portant prescription de mesures complémentaires à l'encontre de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS aux lieux-dits « Bois de la Plaine », « Bois des Gravelots », « Les Fonciers, Derrière la Chapelle », « Les Bretelles » à Sandrancourt – Saint-Martin-la-Garenne (78 520), article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Décaissement de l'encaissant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque zone du maillage de l'encaissant, selon les analyses de l'article 4.1., si la teneur en sulfure ne dépasse pas 0,1 %, et que les autres caractéristiques réglementaires des déchets inertes sont respectées, l'encaissant est maintenu en place dans la zone considérée.</p> <p>Pour chaque zone du maillage de l'encaissant, selon les analyses de l'article 4.1., si cette teneur en sulfure dépasse 0,1 %, ou que certaines caractéristiques réglementaires des déchets inertes ne sont pas respectées, l'exploitant procède à une analyse coût/bénéfice spécifique, sur la zone concernée, pour comparer la solution du maintien en place (avec potentiels éléments de gestion) et celle de l'excavation. En particulier, l'exploitant se positionne :</p> <ul style="list-style-type: none">- par des méthodes qu'il décrit, sur l'impact effectif des déblais d'Eole sur l'encaissant, et donc sur la possibilité que les dépassements de valeurs mesurés soient intrinsèques à l'encaissant initial. L'exploitant prend en compte ce positionnement dans ses analyses coût/bénéfice ;- le cas échéant, sur la profondeur de décapage nécessaire, à l'aide d'un diagnostic argumenté. <p>Le décaissement est mis en œuvre selon les résultats de ces analyses coût/bénéfice.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier que ces déblais partent dans les filières adaptées à leur nature et à leur dangerosité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Positionnement de l'Inspection des installations classées :</p> <p>Le protocole modifié proposé par Lafarge pour la gestion des matériaux de l'encaissant présentant des contaminations, sur la base de l'analyse coût/bénéfice mise à jour et transmise par courriel du 08/02/2023, a été approuvé par Monsieur le Préfet par courrier du 26/06/2024. L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée.</p> <p>Contexte :</p> <p>Suite au courrier du 15/11/2023 de la DRIEAT statuant sur le protocole proposé par Lafarge par courrier du 06/10/2023 (cf. rapport d'inspection de la carrière du Bois des Gravelots du 27/02/2024), l'exploitant a informé la DRIEAT par courrier du 13/03/2024 de l'avancement de la mise en œuvre de ce protocole.</p> <p>Il indique notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- que la réalisation des sondages horizontaux jusqu'à 2 m / 2,5 m prévue à l'étape 1 du protocole et l'analyse de ces prélèvements prévue à l'étape 2 n'ont pas permis d'identifier les limites des impacts résiduels sur les bords de fouille BDF14, BDF21, BDF23 et BDF24 du stock 1 ;- que les purges prévues aux étapes 3 (validation de la profondeur maximale de purge) et 4 (Purge des matériaux impactés) n'ont donc pas été réalisées. <p>L'exploitant a par ailleurs transmis :</p> <ul style="list-style-type: none">• le 11/12/2023 : les bordereaux d'analyses présentant les résultats des tests sur sol brut et de lixiviation sur les sondages réalisés sur les bords de fouille pour lesquels des anomalies avaient été détectées après purge en septembre 2023 ;

- le 14/06/2024 les bordereaux des analyses de la teneur en soufre oxydable réalisées sur les bords de fouille le 30/11/2023.

Ces résultats illustrent les constats de l'exploitant concernant l'impact rémanent de l'encaissant et confirment la nécessité de retirer davantage de matériaux. D'autres sondages doivent donc être effectués afin de déterminer la profondeur des purges à réaliser.

Par courrier du 13/03/2024, l'exploitant propose le protocole complémentaire suivant :

- Poursuite des sondages horizontaux à la pelle jusqu'à 6 m supplémentaires avec prise d'un échantillon tous les 2 m. Le prolongement des sondages a pour objectif d'identifier la limite des impacts ;
- Analyse en laboratoire des échantillons jusqu'à l'identification des limites des impacts ;
- Validation de la profondeur maximale de purge sur la base des résultats obtenus. Par exemple, si le résultat du prélèvement réalisé sur le sondage horizontal à -4 m n'est pas conforme mais que celui à 6 m est conforme, la purge sera conduite jusqu'à -6 m sur toute la largeur de la paroi de la maille. Dans le cas où la limite de l'impact ne serait pas trouvée à 6 m, Lafarge propose de poursuivre la purge de la paroi de la maille jusqu'à la limite de l'encaissant (limite de la digue) ;
- Purge des matériaux impactés et évacuation à Saint-Vigor-d'Ymonville, où Lafarge a mis en place un traitement préventif des déchets pyritifères par des matériaux carbonatés afin de les stabiliser physico-chimiquement ;
- Réception : réalisation de nouvelles analyses pour confirmer l'absence de pollution résiduelle à l'issue des purges complémentaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réception de déchets externes à la carrière

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/04/2021 portant prescription de mesures de mise en sécurité et de mesures d'urgence à l'encontre de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS aux lieux-dits « Bois de la Plaine », « Bois des Gravelots », « Les Fonciers, Derrière la Chapelle », « Les Bretelles » à Sandrancourt – Saint-Martin-la-Garenne (78 520), article 2 et 6

Thème(s) : Autre, Réception de déchets externes à la carrière

Prescription contrôlée :

Article 2:

La société LAFARGEHOLCIM GRANULATS ne reçoit plus de déblais ou autres déchets à compter de la notification du présent arrêté. Les sites « Bois de la Plaine » et « Bois Gravelot », ayant accueilli des déblais du chantier « Eole » ne reçoivent plus de fines de traitement aux emplacements où des déblais du chantier « Eole » ont été reçus ou à des endroits pouvant compliquer la mise en œuvre de mesures correctives. La reprise de la réception de déblais ou de déchets destinés à la remise en état de la carrière est précisé dans l'article 6.

Article 6:

La reprise de la réception de déblais ou de déchets destinés à la remise en état de la carrière se fera une fois que les mesures correctives auront été mises en œuvre. Une nouvelle étude déterminera les caractéristiques des déblais, des déchets ou autres matériaux pouvant être utilisés pour le remblaiement de la carrière de manière à protéger les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant pourra proposer, le cas échéant, une modification du

réaménagement.

Cette étude qui détermine les caractéristiques des remblais ou la modification du réaménagement fera l'objet d'une tierce expertise dans le cas où la totalité ou une partie des déblais impactés serait laissée sur site.

Constats :

Positionnement de l'Inspection des installations classées :

L'inspecteur constate :

- que la demande de l'exploitant de reprise partielle du remblaiement concerne certaines zones des carrières du Bois de la Plaine et du Bois des Gravelots, sur lesquels l'ensemble des matériaux contaminés ont été extraits ;
- que les résultats de la surveillance des eaux souterraines montrent des anomalies récentes sur des paramètres directement corrélés à l'oxydation de matériaux pyritifères concernant le stock 4 ;
- que l'exploitant indique se baser sur les résultats des piézomètres Pz5 et PzAII5 pour conclure sur l'impact des déblais EOLE ayant été accueillis sur le stock 3.
Toutefois, l'inspection demande à l'exploitant d'explicitier les arguments sur le fait que ces piézomètres sont suffisamment représentatifs au regard du sens d'écoulement des eaux souterraines. L'exploitant précise que la majeure partie du prochain bassin de décantation n'est pas située sur des zones ayant accueilli des déblais EOLE ;
- que les analyses réalisées au niveau du champ captant de Saint-Martin-la-Garenne ne font état d'aucun dépassement des valeurs limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine fixées par l'arrêté du 11 janvier 2007 pour les sulfates.

Au regard des dispositions des arrêtés applicables, l'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité aux prescriptions contrôlées.

Concernant la demande de l'exploitant de reprise partielle du remblaiement de zones ciblées, compte tenu de l'évolution de la qualité des eaux souterraines en aval de ces zones, notamment de la teneur en sulfates, l'Inspection des installations classées sollicite de la part de l'exploitant, avant toute reprise de l'acceptation de matériaux d'origine extérieure, une analyse et une interprétation des données fournies.

L'éventuelle nécessité de sondages complémentaires au droit du stock 4 pourrait utilement être considérée. Le cas échéant, un positionnement concernant la nécessité de mesures de gestion complémentaires est attendu.

L'Inspection des installations classées rappelle par ailleurs à l'exploitant les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2021, qui précisent les conditions de reprise (y compris partielle) de la réception de déblais ou de déchets destinés à la remise en état de la carrière. En tout état de cause, l'étude requise doit être fournie préalablement à toute autorisation de réceptionner des déblais.

Étant donné le risque professionnel souligné par l'exploitant, il lui appartient de mettre en place les mesures de sécurité appropriées.

Contexte :

Lors de la visite d'inspection, le Service Nature et Paysage de la DRIEAT indique à l'exploitant avoir noté un retard dans la mise en œuvre des mesures de compensation écologique et de remise en état du site.

L'exploitant indique que :

- depuis 2021, suite au constat du caractère non inerte et de la dégradation chimique des déblais accueillis sur site, environ 240 000 tonnes de remblais ont été excavés et envoyés vers des installations Lafarge capables de les traiter ;
- l'accueil de déchets externes a été suspendu par l'article 2 de l'arrêté du 7 avril 2021 portant prescription de mesures de mise en sécurité et de mesures d'urgence prises à titre conservatoire à l'encontre de la société « LAFARGEHLOCIM GRANULATS » ;
- la suspension de l'accueil des remblais est encore effective à l'heure actuelle ;
- l'extraction des matériaux a continué, sans que la remise en état coordonnée prévue à l'article III-10 de l'arrêté préfectoral n°2013329-0009 du 25 novembre 2013 autorisant la société Lafarge à exploiter la carrière du Bois de la Plaine ne puisse être réalisée. De ce fait, un décalage s'est créé au niveau des phases d'exploitation et de remise en état de la carrière par rapport à ce qui était initialement prévu ;
- de nombreuses mesures relatives à la biodiversité et à la renaturation dépendent du remblayage pour la réalisation du modelé final du site, et donc de la possibilité de pouvoir accueillir des déchets externes sur la carrière. Les boisements prévus sont par exemple à créer entièrement sur du remblai. Dans l'attente de la finalisation du retrait des matériaux impactés au niveau de l'encaissant, l'accueil de déchets externes est en effet suspendu par l'article 2 de l'arrêté du 7 avril 2021 susmentionné, et la remise en état du site est donc bloquée à ce stade.

Lors de la visite, puis par courriel du 5 juin 2024, l'exploitant indique la nécessité :

- de consolider rapidement les bords de fouille du stock 4 (au niveau de la carrière du Bois des Gravelots) pour des raisons de sécurité, la piste étant assez étroite ;
- pour la poursuite de l'exploitation du site, de pouvoir de nouveau accueillir des matériaux d'origine extérieure afin de créer les digues du nouveau bassin de décantation prévu sur la carrière du Bois des Gravelots au niveau du stock 3.

À noter que :

- les rapports d'analyse de l'état de l'encaissant au droit des stocks 1, 2, 3 et 4 datés du 08/02/2023 et la mise à jour de l'étude d'incidence des remblais pyritifères du 30/06/2023 ont conclu que les teneurs résiduelles observées dans l'encaissant au niveau des stocks 2 et 3 n'étaient pas susceptibles de générer un impact sur la qualité du champ captant en aval dans les conditions de la modélisation, et ce même en considérant de nombreux paramètres sécuritaires. Aucune purge complémentaire n'était donc requise ;
- les analyses réalisées en septembre 2023 en bord et en fond de fouille après purge complémentaire sur le stock 4 ont montré l'absence d'impact résiduel.

L'exploitant a par ailleurs transmis le 14/06/2024 les résultats de la surveillance bimensuelle des eaux souterraines. Celle-ci fait état :

- de concentrations > 250 mg/L (valeur limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine fixées par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique) sur les sulfates en avril et mai 2024 (respectivement 340 et 430 mg/L) au niveau de PzAll4 (aval hydraulique direct du stock 4). À noter que ces valeurs coïncident avec les pics observés sur la conductivité. ;
- de concentrations en COT jusqu'à 15 mg/L sur PzAll2, PzAll3 et PzAll5 en janvier, puis toujours < à 6 mg/L. En avril et mai 2024, des valeurs comprises entre 2 et 3 mg/L sont observées sur les piézomètres PzAll1, PzAll4, Pzi5, Pzi3 et ESU ;
- une valeur de 34 µg/L de Se sur Pz7 (aval hydraulique du stock 4) en mai 2024.

<p>Le rapport de surveillance des incidences sur la qualité de la nappe de remblais pyritifères du 06/06/2024 réalisé par le bureau d'études Ginger Burgeap mentionne : « À l'exception du PzAll4, les concentrations moyennes en sulfates sont inférieures à 100 mg/L soit des valeurs indiquant plutôt l'absence d'impacts qualitatifs sur la nappe. Concernant le PzAll4, les concentrations fluctuent entre 60 et 450 mg/L, soit des valeurs conformes ou supérieures à celles du Pz7 placé juste à côté, toutefois contrairement à ce dernier les fluctuations sont plus importantes. ».</p> <p>Aucune interprétation des données n'est cependant fournie, alors que de telles valeurs n'avaient pas été atteintes depuis début 2023.</p> <p>Une synthèse des concentrations en sulfates au niveau du champ captant de Saint-Martin-la-Garenne est également fournie. Ces concentrations sont inférieures à 150 mg/L sur l'ensemble des ouvrages.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a précisé, post-inspection, que l'étude mentionnée à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 07/04/2021 conditionnant la reprise n'est pas nécessaire compte-tenu des éléments du mémoire en réponse déjà transmis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Remise du rapport final

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2021, article 6.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Remise du rapport final</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport final est transmis à l'inspection des installations classées sous 1 mois à partir de la fin de l'évacuation totale des déblais. Ce rapport contient à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des informations des échantillonnages/sondages ; - l'ensemble des analyses des remblais ; - l'ensemble des informations des excavations (avancement, plan, maillage, et toutes informations de description) ; - les plans ; - l'ensemble des résultats des analyses des boues et eaux de rejets accompagnés des bordereaux de suivi pour leurs évacuations ; - le registre des lots en cours de transfert et réceptionnés sur les sites receveurs mentionnés à l'article 3.4 du présent arrêté ; - le registre de déchets produits et évacués en filière agréée avec le bordereau de suivi de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ; - les analyses de l'encaissant et bords de fouille ainsi que leur conclusion ; - les justifications du décapage a minima de 50 cm du substratum (de l'encaissant) au niveau des zones de transfert, d'apportement et de toutes zones potentiellement impactées ; - des choix des modes de transports, des problématiques de circulations sur site et à l'extérieur ; - identification des moyens de contrôles, - les notes synthétiques de suivi de chantiers ; - le rapport de l'assistance à maîtrise d'ouvrages ; - les incidents et accidents ; - les remarques et conclusions.
<p>Constats :</p>

Compte tenu des résultats d'analyses au niveau des bords de fouille du stock 1 et des impacts restants, l'inspecteur constate que l'exploitant n'a, à ce jour, pas fourni le rapport final prescrit. L'Inspection des installations classées ne relève donc pas de non-conformité à la prescription contrôlée, étant donné que certaines portions de l'encaissant présentent toujours des anomalies.

Dans son courrier du 13/03/2024, l'exploitant demande à pouvoir déposer un rapport partiel de fin de travaux afin de permettre une reprise du remblaiement sur les zones où il n'y a plus de travaux complémentaires à réaliser, notamment sur la carrière de Bois des Gravelots.

Au regard des éléments mentionnés dans la fiche d'inspection n°2, l'Inspection des installations classées n'est pas opposée à ce que l'exploitant fournisse ce rapport partiel de fin de travaux, sous réserve que les anomalies observées dans les eaux souterraines ne découlent pas d'impacts restants au droit des stocks 3 et / ou 4. En tout état de cause, l'Inspection des installations classées attend:

- une analyse et une interprétation poussées de l'ensemble des données récoltées et de l'état du site à date de la réalisation du rapport ;
- la confirmation justifiée que l'ensemble des matériaux impactés ont bien été extraits des zones faisant l'objet du rapport partiel de fin de travaux.

Ce rapport partiel de fin de travaux devra s'accompagner des éléments prévus à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2021 susvisé.

Type de suites proposées : Sans suite